



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Maître d'ouvrage : UNIVERSITE DE RENNES

UNIVERSITE DE RENNES
Direction des affaires financières et de la politique d'achat
Pôle des Achats
2, rue du Thabor - CS 46510
35043 RENNES CEDEX

CCAP numéro : 2025012PAS

établi en application du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018), relatif à :

Acquisition et maintenance d'une solution de gestion et d'animation des Alumni de l'Université de Rennes

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5

- Version établie en date du 14/04/2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

-

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et durée de la consultation

1-1 Objet

1-2 Décomposition du marché

1-3 Durée – Délai d'exécution

1-4 Tranches et Phases

1-5 Marchés complémentaires

Article 2 - Documents contractuels

Article 3 - Délais de livraison

Article 4 – Documentations et livrables

Article 5 - Conditions d'exécution des prestations

5-1 Qualité et conformité des prestations

5-2 Chef de projet du titulaire

5-3 Gestion des personnels du Titulaire

Article 6 - Modalités de détermination et de variation des prix

6-1 Modalités d'exécution financières

6-2 Modalités financières relatives à l'hébergement et à la maintenance du site

Article 7 - Avance

Article 8 - Paiement - établissement de la facture

8-1 Acomptes et paiement partiels définitifs

8-2 Présentation des demandes de paiements

8-3 Délai de paiement

Article 9 - Obligations du titulaire

9-1 Obligations de résultats

9-2 Moyens à mettre en œuvre par le titulaire et ses équipes

Article 10 – Installation et mise en ordre de marche

Article 11 – Opérations de vérification

Article 12 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Article 13 – Tierce Maintenance Applicative et prestations de maintenance

15-1 Utilisation des connaissances antérieures

15-2 Propriété intellectuelle–utilisation des résultats

15-3 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Article 14 – Pénalités de retard

14-1 Pénalités relatives aux mises en service

14-2 Pénalités relatives à la maintenance

14-3 Absence aux réunions programmées par l'Acheteur

14-4 Pénalité pour travail dissimulé

14-5 Dépassement du plafond des pénalités

Article 15 – Connaissances antérieures et droit de la propriété intellectuelle

15-1 Modalités générales

15-2 Maintenance préventive et corrective

15-3 Maintenance évolutive

Article 16 - Arrêt de l'exécution des prestations

Article 17 - Résiliation du marché

Article 18 – Assurances	
Article 19 - Règlement des litiges	
Article 20 - Obligations de confidentialité, secret professionnel	
Article 21 - Protection des données à caractère personnel	
21-1 Généralités	
21-2 Catégories de personnes concernées	
21-3 Données à caractère personnel concernées	
21-4 Sort des données à caractère personnel	
21-5 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur	
21-6 Sous-traitance	
21-7 Droits d'information et exercice des droits des personnes concernées	
21-8 Notification des violations de données à caractère personnel	
21-9 Mesures de sécurité	
21-10 Délégué à la protection des données	
21-11 Registre des catégories d'activités de traitement	
21-12 Évolution de la réglementation	
Article 22 - Modalités d'exécution et clauses techniques	
22.1 Modalités générales	
22.2 Prestations attendues	
22.3 Livrables	
22.4 Délais d'exécution	
22.5 Calendrier	
Article 23 – Clause de réexamen	
Article 24 - Modalités d'exécution et clauses techniques	
Article 25 - Dérogations au CCAG/TIC	

Article 1 - Objet et durée de la consultation

1-1- Objet

La présente consultation concerne les prestations suivantes :

ACQUISITION ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE GESTION ET D'ANIMATION DES ALUMNI DE L'UNIVERSITE DE RENNES

Contexte et objet du marché :

L'Université de Rennes souhaite acquérir une solution de gestion et d'animation des Alumni issus des formations délivrées par ses composantes, ainsi que sa maintenance associée. L'application souhaitée par l'Université de Rennes repose sur le mode hébergé uniquement et l'Université ne souhaite pas faire l'acquisition d'une solution logicielle en interne.

L'objectif est de bénéficier d'une prestation de service globale autour de la solution de gestion et d'animation des Alumni.

Au travers de ce projet, les objectifs de l'Université de Rennes sont les suivants :

- Disposer d'une solution globale conviviale et facile d'utilisation,
- Disposer d'une solution de gestion et d'animation du réseau Alumni,
- Disposer d'un Centre de Carrière pour centraliser les offres de stages, d'alternance et d'emplois déposés par les Entreprises et les Alumni,
- Disposer de fonctions de requêtes et d'analyses appropriées,
- Permettre l'accès distant aux fonctions le nécessitant,
- Permettre l'ouverture et l'interface avec d'autres applications,
- Bénéficier d'une solution globale garantissant performance, fiabilité et sécurité,

Bénéficier de l'apport méthodologique et technique d'un éditeur/intégrateur réactif.

Le présent marché comprend les prestations de conseils, paramétrage et développement, installation, mise en service, maintenance et de formations à cette solution pour les deux premières années, ainsi que les prestations de maintenance (assistance et support) par année reconductible.

Réglementation applicable

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché en procédure adaptée, en application des dispositions du code de la commande publique [CCP], et notamment des articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1°, R.2123-4, R.2123-5.

Le marché susvisé est régi par les clauses du Cahier des Charges Techniques Particulières [C.C.T.P.] et du Cahier des Charges Administratives Particulières [C.C.A.P.] sous référence 2025012PAS fourni aux candidats et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication [C.C.A.G. PI], Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics publié au JORF n°0078 du 1er Avril 2021, non fourni par l'Administration mais réputé connu des candidats.

1-2- Décomposition du marché

1-2-1- Nature du marché

Le marché public susvisé est attribué au Titulaire en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5 du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018, intitulé CCP).

Le marché susvisé sera conclu sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire de services de techniques de l'information et de la communication qui portera sur les éléments de mission suivants : conception, hébergement, formation à l'utilisation et maintenance d'un site internet institutionnel.

Le marché sera conclu à sa date de notification avec une date prévisionnelle de démarrage du marché susvisé fixée à :
JUIN 2025.

1-2-2-Lots

Sant objet.

1-3- Durée – Délais d'exécution

Le marché sera conclu à sa date de notification avec une date prévisionnelle de démarrage fixée à JUIN (réunion d'initialisation/déploiement) et les étapes d'installation/mises en œuvre à : fin SEPTEMBRE 2025.

Le délai d'exécution du présent marché commence à courir à partir de la notification.

La mise en service DE LA SOLUTION est souhaitée pour NOVEMBRE 2025.

La maintenance et l'année 1 démarreront à l'issue de la notification du PV d'admission, conformément au CCTP.

La durée des prestations pour la maintenance (hébergement, assistance et support) sera de deux années ferme (correspondant aux deux premières années de montée de versions), reconductible tacitement annuellement dans une limite de trois années après la période.

Le prestataire ne pourra s'opposer à cette reconduction. Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le présent marché en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois avant la date anniversaire du marché.

1-4-Tranches et Phases

Le présent marché est décomposé en trois grandes phases suivant le sens du code de la commande publique et tel que détaillé ci-après :

- Phase 1 / Année 1 : installation et mise en service de la solution (exigences fonctionnelles prioritaires), formations et prestations de maintenance à l'issue (hébergement, assistance et support) associées ;
- Phase 2 / Année 2 : installation et mise en œuvre de la solution (exigences fonctionnelles secondaires), formations et prestations de maintenance (hébergement, assistance et support) associées ;
- Phase 3 / Année 3 et suivantes : prestations de maintenance (hébergement, assistance et support) de la solution.

1-5- Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations de services similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des prestations à réaliser ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- Les conditions administratives du marché complémentaire seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans un délai maximal de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 2 - Documents contractuels

La consultation est constituée par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement [AE] dûment complété, daté et signé y compris ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université de Rennes fait seul foi, à compléter par le candidat ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) annexé à l'Acte d'Engagement, à compléter par le candidat ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université de Rennes fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université de Rennes fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- Le mémoire méthodologique ou dossier technique constituant la proposition contractuelle d'accompagnement du Titulaire ;
- Le contrat de maintenance ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Article 3 - Délais d'exécution

Les délais par éléments de missions sont stipulés au C.C.T.P., et sont définis de manière précise dans l'offre contractuelle du Titulaire et dans les ordres de services notifiés au Titulaire par la personne publique.

Article 4 – Documentation et livrables

Conformément à l'article 22 du CCAG-TIC, le prestataire fournira à l'acheteur public toutes les documentations nécessaires, en langue française, à titre d'exemple :

- Documentation « technique » (guide d'installation, guide d'exploitation...) : elle doit permettre l'installation et l'administration du site internet proposé et de l'ensemble des outils logiciels qui lui sont nécessaires (hormis le système d'exploitation).
- Note sur le paramétrage : elle listera les différents choix de paramétrages arrêtés avec leurs conséquences et leurs éventuelles dépendances.

Les documentations et supports seront livrés en format numériques et seront libres de tout droit de reproduction, adaptation, utilisation pour l'usage de l'acheteur public.

Les documents livrables devront tous être réalisés à partir d'outils bureautiques standard et fournis par le Titulaire, par exemple par transfert de fichiers via une plateforme sécurisée.

Article 5 – Conditions d'exécution des prestations

5-1-Qualité et conformité des prestations

Le Titulaire s'engage, au titre de du présent marché, à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché. A ce titre, il garantit le respect des dispositions du présent marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

5-2-Chef de projet du titulaire

Le Titulaire désigne, à la notification du présent marché, un chef de projet avec les compétences nécessaires pour le suivi du présent marché. Le chef de projet, ainsi désigné, est l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée présent marché. Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur, dont le chef de projet, peut à tout moment être remplacés à l'initiative du titulaire, à condition que la ou les personnes qui remplace(nt) chaque interlocuteur soi(en)t de compétence au moins équivalente.

Tout changement de chef de projet du Titulaire, après information du pouvoir adjudicateur doit être opéré dans le respect de la continuité du service rendu.

5-3-Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le titulaire devra produire, avant tout début d'exécution, le profil des intervenants. Le pouvoir adjudicateur dispose de la faculté de récuser ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

En outre, le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du présent marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaire à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du présent marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par le pouvoir adjudicateur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier du présent marché dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/PI.

Article 6 - Modalités de détermination et révision des prix

6-1- Modalités d'exécution financières

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront facturées par les prix forfaitaires contractualisés dans la D.P.G.F. constituant la proposition tarifaire du Titulaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix relatifs à la conception, la phase de développement, de tests et jusqu'à la mise en service, seront fermes pour les deux 1ères années.

6-2- Modalités financières relatives à l'hébergement et à la maintenance du site

Le prix n'est pas révisable de sa notification à la fin de l'année N (dont le point départ est la date de mise en ligne publique du site consignée dans le procès-verbal de mise en ligne) et de la seconde année N+1.

A partir de l'année N+1, il peut être révisé une fois par an, à la date anniversaire de la mise en ligne publique du site, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 \times (I/I_o)]$$

Avec :

P = Prix révisé HT P_o = Prix initial HT

I = Valeur de l'indice à la date de révision du marché

I_o = Valeur de l'indice à la date limite de remise des offres fixée au règlement de consultation).

L'indice correspond à :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Information, communication (identifiant 001565192). Cet indice est consultable sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'il n'est plus publié, l'acheteur et le titulaire se mettront d'accord, par avenant, sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Le prix révisé obtenu par cette formule est arrondi au millième supérieur. L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse par référence à cet indice.

Pour être applicable, le titulaire doit adresser en courrier LRAR ou par courriel (achats@listes.univ-rennes1.fr), à l'acheteur, les documents contractuels (DPGF) complétés avec les tarifs révisés deux mois avant la date anniversaire de la mise en ligne publique du site. Il fournit les informations nécessaires au contrôle de cette révision.

L'acheteur peut formuler ses observations. Le silence gardé par l'acheteur au terme de l'année du marché en cours vaut acceptation des prix révisés.

Les prix révisés sont appliqués à compter de la date anniversaire de la mise en ligne publique du site.

Dans l'hypothèse où aucun nouveau tarif n'est pas transmis dans le délai ci-dessus à l'acheteur, celui-ci applique les prix de la DPGF en vigueur jusqu'à la prochaine échéance annuelle (date anniversaire de la mise en ligne publique du site).

Article 7 – Avance

Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Selon les articles L2191-2, L. 2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique. Cette avance est fixée entre 5 et 30 % du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est fixée entre 5 et 30 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

Article 8 – Paiement - établissement de la facture

8-1- Acomptes et paiement partiels définitifs

Les acomptes et paiements par la personne publique seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des études et missions, selon les dispositions de l'article 11 du C.C.A.G.-TIC.

8-2- Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon la réglementation en vigueur.

8-3- Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes à la prestation seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de commande et/ou le numéro du marché ;
- la fourniture livrée ;
- la date de livraison ;
- le montant hors T.V.A. de la fourniture livrée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total de la fourniture livrée.

Chaque demande d'avance et facture d'acompte devra être adressée via la plateforme Chorus Pro.

Merci de bien vouloir préciser le code SIRET suivant : 130 030 513 00019.

En cas d'impossibilité, merci de bien vouloir les envoyer à :

Université de Rennes - Agence Comptable – TSA 34255

**Campus de Beaulieu - Bâtiment 24
263 Avenue du Général Leclerc - CS 74205
35042 RENNES CEDEX**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

10-3-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publics majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

Article 9 – Obligations du titulaire

9.1 Obligations de résultats

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et, à ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer une prestation conforme aux règles de la profession et aux prescriptions du cahier des charges.

Tout résultat partiel ou négatif entraîne normalement une réfaction sur le prix des prestations d'études, de conseils ou de développements.

9.2 Moyens à mettre en œuvre par le titulaire et ses équipes

Les moyens à mettre en œuvre par le titulaire sont définis dans les documents techniques (CCTP) et dans son mémoire méthodologique ou technique à valeur contractuelle.

Article 10 – Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche de la solution logicielle sont réalisées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-TIC et telles que définies à l'article 6 du CCTP.

Article 11 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément au CCAG-TIC et dans les conditions prévues à l'article 6 du CCTP.

Article 12 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC et conformément au CCTP à la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 6.

Article 13 – Tierce Maintenance Applicative et prestations de maintenance

Article 13.1 Modalités générales

Les opérations de tierce maintenance applicative et de maintenance démarreront après la notification du procès-verbal d'admission et à la mise en service su dite.

L'université de Rennes n'effectuera pas les mises à jour de l'infrastructure ni les opérations de maintenance du site qui sont à la charge du titulaire.

Le prestataire fournira l'assistance nécessaire à l'hébergement, au bon fonctionnement et au maintien en condition opérationnelle du site développé, y compris les ajustements nécessaires pour le fonctionnement du site livré.

Le contrat d'hébergement, de maintenance et de tierce maintenance applicative sera signé pour une période de 3 ans, reconductible une fois pour une année supplémentaire

Les modalités de vérifications quantitatives et qualitatives des prestations de maintenance sont exposées dans les documents techniques du marché.

Les opérations de vérification quantitative des prestations de maintenance sont effectuées conformément à l'article 31 du CCAG-TIC.

Les opérations de vérification qualitative des prestations de maintenance sont réalisées en deux étapes, vérification d'aptitude et vérification de service régulier, conformément à l'article 32 du CCAG-TIC.

13.2 Maintenance préventive et corrective

Le Titulaire devra assurer une prestation de maintenance préventive permettant d'éviter la survenance d'anomalies.

Pour ce faire, le titulaire procèdera, de façon régulière, à des actions de nature à anticiper notamment les pannes et tout dysfonctionnement éventuel.

En ce qui concerne la maintenance corrective, toute anomalie dans le fonctionnement du la solution logicielle, qu'elle soit imputable à une défectuosité quelconque, à une mauvaise manipulation, ou à un mauvais paramétrage, devra être diagnostiquée et corrigée dans les plus brefs délais, soit par intervention sur site ou par télémaintenance, soit par l'installation d'une version corrective non régressive.

Cette maintenance couvre la résolution de tous les bugs et notamment les problèmes d'intégration de tous les fichiers et de leurs évolutions.

La durée des interventions de maintenance devra être aussi réduite que possible et les interventions devront être effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement des services.

Si une correction ne peut être apportée dans les délais impartis, une solution de contournement viable devra être proposée.

Tous les délais exprimés ci-après s'entendent dans le créneau 8h à 18h du lundi au vendredi.

Si l'Acheteur demande qu'une intervention soit réalisée en dehors de ces créneaux, elle sera effectuée selon les modalités de l'astreinte et donc facturable.

En fonction du problème détecté, les temps de résolution par le titulaire seront différents :

Bloquant : Tout problème, ou anomalie provoquant l'arrêt complet du système ou provoquant une indisponibilité du service, et pour lequel aucune procédure de substitution n'a été proposée.

Majeur : Tout problème, ou anomalie, ayant un impact significatif sur l'activité de l'établissement, ou rendant des fonctionnalités importantes du système indisponibles.

Mineur : tout problème non bloquant mais créant des perturbations dans le fonctionnement du système et empêchant l'utilisateur de mener à bien son travail dans des conditions de fonctionnement normales. Toutefois, l'accumulation de certaines anomalies mineures peut rendre la solution inexploitable et l'ensemble de ces anomalies pourrait alors être classifié en « majeur ».

Niveau de sévérité	Temps de rétablissement (GTR)
Bloquant	6 heures ouvrées
Majeur	2 jours ouvrés
Mineur	8 jours ouvrés

De plus, s'il s'avérait que le titulaire prenait des dispositions anormalement longues avant de répondre aux demandes de l'établissement, l'Université notifiera cet état et sera en droit après une période identifiée sur ce courrier d'appliquer des pénalités de retard prévue à l'article 14.1 du CCAP.

Est considéré comme anormalement longue : une période de 3 (trois) mois.

13.3 Maintenance évolutive :

Conformément à l'article 40 du CCAG-TIC sur la « Maintenance en condition de sécurité », le titulaire du marché s'engage à suivre et faire les mises à jour en termes de sécurité du site internet objet du marché.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de la réglementation en vigueur liée à l'utilisation des applications et à lui indiquer les éventuelles mises en conformité nécessaires. Dans le cas où la sécurité des personnes et des données de la personne publique serait en jeu, le titulaire prend les mesures conservatoires d'urgence qui s'imposent et en avertit immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage aussi à laisser en fin d'exécution du présent marché les applications et module du site en état normal d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le nombre d'applications ou de fonctionnalités à entretenir pourra être modifié, en plus et en moins dans le cas de la suppression ou de l'installation d'un appareil ou d'un équipement.

Article 14 – Pénalités de retard

Il est attendu du Titulaire une qualité irréprochable d'exécution en termes de respect :

- Des engagements et clauses techniques présentées au CCTP et dans son offre contractuelle,
- Des règles de sécurité,
- Du planning d'exécution,
- Des délais d'interventions et du rétablissement du service au titre de la maintenance.

Dans tous les cas, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, le remboursement des préjudices estimés par l'interruption ou la dégradation du service. Dans ces conditions l'Université de Rennes adressera une facture.

En cas de manquements les pénalités suivantes sont appliquées :

14.1 Pénalités relatives aux mises en service

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, la formule retenue est la suivante :

En cas de dépassement du délai, L'université de Rennes peut appliquer une pénalité fixée à 50,00 € H.T./jour travaillé et par incident (événement signalé).

Ces pénalités seront appliquées notamment pour :

- Retard dans la mise en œuvre des prestations au regard du planning d'exécution ;
- Retard dans la remise des documents prévus au marché.

Ces pénalités sont cumulables.

14.2 Pénalités relatives à la maintenance

Dépassement de la GTR dans la remise en service du système suite à une panne, toute heure commencée étant considérée comme entière :

- 50 € HT par heure de retard dans le cas d'une panne majeure, ou bloquante ;
- 20 € HT par heure de retard dans le cas d'une panne mineure.

Les délais d'interventions et de remise en ordre de marche sont précisés au présent CCAP.

14.3 Absence aux réunions programmées par l'Acheteur

L'absence ou le retard de plus d'une heure du représentant du Titulaire, à une réunion dûment programmée, dans le cas où ils ne seraient pas justifiés, impliquent une pénalité de 100 € HT par réunion.

14.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du présent marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5 % du montant TTC du présent marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.5 Dépassement du plafond des pénalités

En complément des situations listées à l'article 50 du CCAG-TIC (Résiliation pour faute du Titulaire), dans l'hypothèse où le montant total annuel des pénalités viendrait à dépasser le seuil de 10 % du montant TTC du présent marché, celui-ci se réserve le droit de résilier de plein droit et sans indemnité le présent marché.

Article 15 – Connaissances antérieures et droit de la propriété intellectuelle

Article 15.1 Utilisation des connaissances antérieures

Sans objet.

Article 15.2 Propriété intellectuelle–utilisation des résultats

L'exécution du marché donne lieu à l'utilisation de résultats.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, susceptibles de protection par des droits de propriété intellectuelle.

Le CCAG prévoit le transfert de droits à l'acheteur pour utiliser ou faire utiliser les résultats pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées et à minima pour les utilisations qui suivent, c'est-à-dire le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Article 15.3 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option définie à l'article 46.2.1 du CCAG TIC.

Conformément au code de la propriété intellectuelle, le titulaire du marché reste propriétaire du logiciel développé à titre onéreux.

Cette cession des droits vers l'acheteur couvre uniquement les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Dans le cadre du présent marché, le nombre de licences d'utilisation octroyée au pouvoir adjudicateur est défini dans les pièces particulières du marché.

Article 16 – Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément aux articles 41 et 49.3 du CCAG-TIC le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme des livrables attendus ou des phases, tels que défini au CCTP, et décomposé dans la D.P.G.F.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du présent marché.

Article 17 – Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 47 à 54 inclus du C.C.A.G.-TIC.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 47 et 48 du CCAG-TIC, l'Université se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du présent marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique ;
- Mauvaise exécution ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- Si trois pénalités pour retard ont été appliquées au cours d'un même semestre ;
- En cas de non-respect des dispositions relatives aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse ;
- En cas de défaut de désignation du chef de projet ou récusation de celui-ci dans les conditions décrites au présent document ;
- En cas de délais contractuels de prise en charge des bons de commande non respectés par le titulaire ;
- En cas de délais contractuels de réalisation des missions confiées au titulaire non respectés.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre. Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 18 – Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le Titulaire devra justifier avant la notification du présent marché, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur en responsabilité civile et professionnels, et risques associés justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 19 – Règlement des litiges

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 - Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable
des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 - Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Article 20 – Obligations de confidentialité, secret professionnel :

En application de l'article 5 du CCAG-TIC, et notamment l'article 5.1.1, le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, dont il aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire du présent marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au pouvoir adjudicateur pour toutes les opérations et missions qui lui sont confiées. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ce sujet et toute remise d'informations ou de données, quel qu'en soit le support, à des tiers.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Ces obligations persisteront après l'exécution du présent marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier le présent marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les locaux et prestations objet du présent marché pour, sans l'accord de la personne publique, accéder ou aider un tiers à accéder aux informations de l'administration de quelque nature que ce soit. Le Titulaire doit porter à la connaissance de l'administration les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations.

L'administration doit prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité et/ou la conservation des documents, fichiers et données divers qui pourraient être portés à la connaissance du titulaire dans le cadre de ses interventions, choisir et mettre en œuvre les moyens de contrôler leur accès et assurer la sécurité contre toute communication non autorisée.

En cas de manquement constaté aux obligations mentionnées dans cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues et réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire en vertu de l'article 1384 du code civil, le présent marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

Article 21 : Protection des données à caractère personnel

21.1 Généralités

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation française et européenne en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du marché, dans des conditions et modalités qui seront définies en cours d'exécution suivant la survenance d'une problématique de protection des données à caractère personnel.

21.2 Catégories de personnes concernées

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire traite des données à caractère personnel des personnes déterminées par le responsable de traitement.

21.3 Données à caractère personnel concernées

Les données à caractère personnel mises à disposition du titulaire et traitées par lui dans le cadre de l'exécution du marché sont celles contenues dans la solution de gestion et d'animation des Alumni de l'Université de Rennes.

21.4 Sort des données à caractère personnel

Au terme de la prestation due au titre du marché, l'acheteur indique au titulaire si celui-ci doit :

- détruire les données à caractère personnel qu'il détient ;
- renvoyer ces données à l'acheteur ;
- renvoyer ces données à une personne désignée par l'acheteur.

Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction simultanée des copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

21.5 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire doit :

- traiter les données à caractère personnel aux seules fins définies ci-dessus,
- traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel, en vertu du marché, s'engagent à respecter la confidentialité de ces données et reçoivent une formation en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, dès la conception de ses outils, produits, applications ou services, les principes relatifs à la protection des données et de protection des données par défaut ;
- s'il considère qu'une instruction de l'acheteur est contraire à une norme, à la réglementation française, au droit de l'Union ou au droit des États membres de l'Union, en matière de protection des données en informer immédiatement l'acheteur ;
- s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, informer l'acheteur de cette obligation avant traitement,
- aider l'acheteur à réaliser l'analyse d'impact relative à la protection des données, notamment la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Il met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ses audits.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@univ-rennes.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

21.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter le traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'un sous-traitant. Cette information doit préciser les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'y a pas émis d'objection pendant 21 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire doit s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties que lui concernant l'obligation contractuelle de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles répondant à la réglementation en vigueur concernant le traitement de données à caractère personnel spécifiques

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur.

21.7 Droits d'information et exercice des droits des personnes concernées

Lors de la collecte des données, le titulaire, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte des données.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter des suites données aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, dans les délais prévus par la réglementation en vigueur, aux demandes émanant des personnes faisant exercice de leurs droits concernant le traitement de leurs données à caractère personnel dans le cadre du marché.

21.8 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire doit signaler à l'acheteur par courrier électronique toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir eu connaissance.

Le courriel doit préciser :

- 17.8.1 La nature de la violation et, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ;
- 17.8.2 Les conséquences probables de la violation ;
- 17.8.3 Les mesures prises ou proposées pour remédier à la violation ;
- 17.8.4 Les mesures prises ou proposées pour atténuer les éventuelles conséquences négatives de la violation ;
- 17.8.5 Les coordonnées du contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues.

Le titulaire doit également joindre à son courriel toute documentation permettant à l'acheteur de notifier, si nécessaire, la violation à l'autorité de contrôle compétente.

21.9 Mesures de sécurité

Le titulaire doit mettre en œuvre des mesures de sécurité et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque et respectant les prescriptions et objectifs du règlement européen sur la protection des données.

21.10 Délégué à la protection des données

S'il en a désigné un, le titulaire communique à l'acheteur les nom et coordonnées de son délégué à la protection des données.

21.11 Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

21.11.1 Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

21.11.2 Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;

21.11.3 Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

21.11.4 Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;

21.11.5 La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

21.11.6 Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

21.11.7 Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

21.11.8 Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

21.12 Évolution de la réglementation

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à acte modificatif.

Article 22 – Réversibilité

22.1 Modalités générales

En complément du CCTP article 8, le Titulaire s'engage, à tout moment de l'exécution du marché, quelle que soit la phase en cours de réalisation ou lors des opérations de clôture du marché, à transférer l'ensemble des éléments liés à la mise en œuvre du site internet susvisé.

Il s'agit du transfert des développements spécifiques, de la documentation, de données et de savoir-faire à un tiers désigné par l'Université ou, le cas échéant, l'Université elle-même, dans le but de lui permettre de reprendre la suite de cette activité sans qu'il y ait d'interruption ou de perte de qualité des prestations et sous-prestation objets de la réversibilité.

Pendant la phase de réversibilité, le Titulaire continue d'assurer les prestations dont il a la responsabilité.

Le Titulaire doit permettre à son repreneur d'assurer la reprise de ses prestations en lui transmettant toutes les informations utiles (contexte, avancement, documentations, outils avec modes opératoires, formations aux outils existants), ainsi que toute la documentation dont il dispose dans le cadre du présent accord-cadre.

Le Titulaire a une obligation de résultat pour les prestations réalisées au titre de la prestation de réversibilité, quelle qu'en soit leur nature, dès lors tous les moyens lui permettant de réaliser ces prestations lui ont été fournis.

La réussite du projet dépend donc de la capacité du Titulaire à conduire des actions de transfert de connaissances, de modes opératoires et d'outils, vers les équipes de l'Université ou du tiers désigné et d'assurer une étroite collaboration entre les équipes, indispensable pour la réussite de la mission.

22.2 Prestations attendues

Le Titulaire assure, dans les conditions ci-après définies, la réversibilité de la mise en œuvre de la solution logicielle et des évolutions de celle-ci ainsi que des montées de versions qui ont été réalisés durant la durée d'exécution du présent marché, que ce soit en cours du marché ou à la date de fin du marché.

La date de démarrage de la prestation relève de la décision de l'Université qui informera le Titulaire deux (2) mois avant la date prévisionnelle de début de réversibilité, de façon à ce que le Titulaire puisse s'organiser en conséquence.

La prestation se déroule en une phase d'initialisation et une phase de transfert de connaissances. Le Titulaire a la responsabilité des actions et des livrables suivants :

Phase d'Initialisation :

- Définir le planning détaillé entre l'Université ou le tiers désigné et le Titulaire ;
- Proposer le plan de transférabilité ;
- Proposer une organisation pour assurer une totale réversibilité ;
- Proposer une matrice de type RACI avec les différentes actions, rôles et responsabilité entre les acteurs impliqués dans la prestation de réversibilité ;
- Organiser les réunions et/ou ateliers permettant la tenue des objectifs (délais et livrables) de la prestation de réversibilité.

Phase de transfert de connaissances :

- Inventorier :
 - La liste des demandes dans la base des incidents et des problèmes survenus depuis la notification de l'accord-cadre ;
 - L'état de la documentation des sources ;
- Mettre à jour et à disposition de l'Université l'ensemble de la base documentaire du présent marché et notamment le dossier contenant l'inventaire des logiciels et technologies liés à la mise en œuvre du site internet ;
- Le cas échéant, mettre à disposition de l'Université l'ensemble du référentiel des codes sources ;
- Examiner les états relatifs à la correction des incidents ;
- Transférer la compétence vers l'Université en présence de l'équipe du Titulaire en réalisant :
 - L'élaboration des supports de formation au démarrage de la réversibilité de façon à ce que l'Université puisse valider ces supports dès la 3ème semaine de réversibilité ;
 - Le cas échéant, l'animation de séances de formation aux intervenants et équipes désignées par l'Université ;
 - Le descriptif et la passation des méthodes et des processus décrits dans le présent CCTP et utilisées par le Titulaire pour une reprise complète par l'Université ;
- Finaliser tout incident et problème, objet d'une intervention par le Titulaire sortant ;
- Finaliser les demandes de maintenance en cours ;
- Le Titulaire assure une maintenance pilotée auprès du repreneur, tout en gardant la responsabilité des livrables. La maintenance par le repreneur est progressive en termes de couverture technique et fonctionnelle, de criticité, de volume et de difficulté ;
- Le Titulaire évalue les connaissances du repreneur et assure :
 - Le transfert de responsabilité et le bilan de réversibilité ;
 - L'assistance de l'Université à destination du Titulaire entrant pendant le premier mois de la réversibilité.

Le Titulaire assiste l'Université pour :

- Définir le niveau minimum requis pour la parfaite et complète reprise des activités ;
- Statuer sur la capacité du repreneur à assurer la reprise des activités et des prestations.

Le repreneur participe aux réunions de fin de phase de la réversibilité, visant à garantir que ses services ont atteint un niveau de compétence suffisant et que l'ensemble des prestations du marché peut être assumé par les équipes mises en place.

22.3 Livrables

Le Titulaire devra notamment fournir les livrables suivants :

- Le dossier contenant l’inventaire des produits, services, éléments de l’ensemble des environnements du site internet ;
- L’ensemble des reporting et des analyses de performances ;
- Le dossier des compte rendus et procès-verbaux de réalisation ;
- Les normes de conception et de développement ;
- Le suivi de l’ensemble des documents (fonctionnels, techniques, organisationnels, comptes rendus, historique des évolutions) ;
- Un rapport d’état des lieux recensant l’ensemble des évènements qui se sont déroulés lors de l’année écoulée (analyse des pannes ou dysfonctionnements avec les interventions réalisées, résultats des temps de réponse, etc.) ;
- De manière générale, l’ensemble de la documentation permettant la transférabilité/réversibilité à des niveaux de services équivalent à celui prévus au présent accord cadre.

Livrables	Délai maximal de remise à partir du premier jour d’exécution de la prestation
Planning de réversibilité	5 jours à compter de la date de l’ordre de service de l’acheteur
RACI et liste des documents à transférer	10 jours à compter de la date du bon de commande
Compte-rendu des ateliers et des entretiens	48h à l’issue des ateliers ou entretiens
Dossier de réversibilité	10 jours avant la date de fin de réversibilité

22.4 Délais d’exécution

La durée de la réversibilité est de deux (2) mois.

Le planning prévisionnel du déroulement de la réversibilité est communiqué dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de notification de l’ordre de service correspondant.

22.5 Calendrier

Le calendrier de la prestation de réversibilité est proposé par le Titulaire et validé par l’Université. Ce calendrier peut également faire l’objet d’une concertation entre l’Université et le Titulaire pour tout ou partie de ses éléments constitutifs. Le pouvoir d’arbitrage final sur les délais appartient à l’Université.

Article 23 – Clause de réexamen

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 et dans le respect de l’article L. 2194-2 du code de la commande publique, le présent marché intègre une clause de réexamen tel que défini ci-après.

En cours d’exécution, l’acheteur public se réserve la possibilité de modifier le périmètre et/ou les prestations prévus initialement, en vue d’assurer la continuité de ses missions de service public et la bonne mise en du site interne objet du présent marché.

Ces modifications contractuelles ne seront possibles que dans les conditions suivantes :

- Prestations nouvelles définies lors de réunions organisées avec le titulaire à la demande du en vue de réorganiser, ajuster, moduler la prestation sur certains points à la demande de l’équipe-projet ;
- Prestations ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l’objet du marché à la demande de l’équipe-projet en lien avec l’objet initial du marché ;
- Intégration au de prestations ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l’objet du marché à la demande de l’équipe-projet ;
- Modifications ou ajustements devenus nécessaires s’agissant de la clause relative aux révisions de prix ;
- Cession de marché en cas de modification dans la raison juridique de la personne publique ou du titulaire, modification dans la composition du groupement titulaire du marché (changement de mandataire, de cotraitant) le cas échéant.

L’établissement communique alors par courriel au titulaire le projet de modification qui prendra la forme d’un avenant au contrat ou d’un bon de commande en cas de prestations ponctuelles. Le titulaire dispose d’un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour la lui retourner complétée et signée.

L’acceptation de l’avenant ou du bon de commande par l’opérateur économique sera matérialisée par la signature de son représentant légal ou son délégataire et par sa notification auprès du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuse cette demande de modification, il doit présenter par écrit les raisons qui selon lui s'opposent à cette opération. Si les motifs présentés par le titulaire ne paraissent pas recevables, l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le présent accord-cadre.

Article 24 – Modalités d'exécution et clauses techniques

CF. CCTP réf. 2025012PAS.

Article 25 – Dérogations au CCAG/TIC

Les dérogations aux C.C.A.G.-TIC, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC par l'article 14 du CCAP (pénalités)

Dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC par l'article 10 du CCAP (mise en ordre de marche)

Dérogation aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC par l'article 11 du CCAP (vérification de service régulier)

Fait à L'UNIVERSITE DE RENNES le 14/04/2025

Document établi par le Pôle des Achats en lien avec la DSI

Par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes